

L'article titré « un caillou dans la métropole » dans l'Est Républicain de ce matin est un non-événement. Une conférence de presse avait été organisée par quatre personnes très isolées. Deux de ces personnes ne sont même pas élues au Conseil de Communauté, devenu Conseil de Métropole et sont minoritaires dans chacune de leur commune. Les deux autres ne peuvent s'exprimer qu'à titre personnel, car elles n'ont pas mandat du groupe. Celui qui parle le plus fort est minoritaire dans sa commune, minoritaire au Conseil de Métropole et ultra-minoritaire dans le groupe de gauche. Il n'exprime que sa position, il n'est pas solidaire des décisions du groupe mais c'est lui qui parle le plus fort et le plus longtemps. Quand le journaliste dit « Hervé Féron n'était pas joignable hier » toutes les personnes qui m'ont rencontré, qui m'ont téléphoné hier savent que c'est faux, c'est juste que je ne réponds pas aux journalistes sur des polémiques stériles.

Le seul vrai grand événement du jour c'est que la Communauté Urbaine est devenue Métropole. J'ai le plaisir de vous présenter ci-dessous les quatre nouveaux vice-présidents que sont de gauche à droite sur la photo :

- Stéphane Hablot, maire de Vandoeuvre ;
- Bertrand Kling, maire de Malzéville ;
- Henri Chanut, maire de Seichamps ;
- Christophe Choserot, maire de Maxéville.



Intervention d'Hervé Féron :

« La première vérité est que l'art politique véritable ne doit pas se soucier du bien particulier, mais du bien général, car le bien commun assemble, le bien particulier déchire les cités, et que bien commun et bien particulier gagnent tous les deux à ce que le premier plutôt que le second soit solidement assuré. » Extrait des Lois de Platon

Monsieur le Président, chers collègues,

Notre groupe s'associe aux félicitations qui viennent de vous être adressées pour cette Légion d'Honneur au grade de Commandeur. Ce matin, nous sommes réunis pour installer le premier Conseil de Métropole du Grand Nancy après que le Premier Ministre ait signé le 20 avril 2016, le décret portant création de « notre » Métropole. Il s'agit, comme cela était indiqué dans la lettre du Premier Ministre du 7 septembre 2015, « d'organiser et de structurer ce territoire pour lui permettre d'engager une nouvelle dynamique, de mieux assurer la solidarité entre les espaces urbains, péri-urbains et ruraux, d'acquérir une place à la hauteur de ses potentialités et de ses ambitions dans la future région, et d'une manière plus globale, de s'inscrire

pleinement dans l'espace européen ».

Certains diront que nous avons rendez-vous avec l'histoire. Je dirais surtout que nous avons ici, collectivement, rendez-vous avec nos responsabilités individuelles. N'oublions pas que, toujours grâce à ce Gouvernement, nous avons toutes et tous été désignés, et pour la première fois lors des dernières élections municipales, individuellement par les électeurs pour que, issus de nos conseils municipaux, nous puissions siéger dans cette assemblée.

Cette remarque est nécessaire, c'est le constat que cette Assemblée reste une émanation des Conseils municipaux, et tous les Conseillers métropolitains ont été désignés nommément, ils ont la légitimité du suffrage universel direct. C'est dire qu'est venu le temps de faire en sorte que, dans cette Assemblée, chacune, chacun doit avoir sa place et toute sa place. C'est dire aussi que chacun doit assumer ses responsabilités. Il n'y a pas de place aujourd'hui pour la posture politique ou personnelle, il nous faut « faire Métropole ensemble », dans l'intérêt général, pour le bien commun, comme disait Platon.

Nous resterons différents et heureusement ! Nous aurons toujours nos convictions, nous porterons toujours nos valeurs. Nous aurons encore des combats qui nous opposeront, mais nous en aurons certainement plus qui nous rassembleront pour le bien commun. Nous aurons des contributions, des propositions à faire valoir sans cesse pour un développement économique plus dynamique, une politique des mobilités, un développement harmonieux et durable, une métropole des solidarités et des proximités, la relations aux autres, aux territoires, une gestion budgétaire et financière raisonnée et concertée, une gouvernance rénovée et partagée.

Monsieur le président, depuis un an, nous avons travaillé pour tenter de poser les bases qui permettront à la Métropole du Grand Nancy de fonctionner plus démocratiquement que ce que nous avons connu jusque-là, dans le respect et l'écoute de tout un territoire, de tous ses habitants, de chacune de ses communes et de tous leurs représentants au Conseil de Métropole. Nous avons travaillé régulièrement. Nous n'avons jamais rien négocié. Négocier signifierait marchander pour ce que Platon désignait comme le bien particulier. Tout commentaire dans ce sens ne serait que bavardage stérile. Mais il y a eu des discussions longues et âpres. Nous souhaitons plus d'espace pour toujours mieux assumer la mission que les électeurs nous ont confiée, vous souhaitez forcément verrouiller parce que vous êtes majoritaire. Quoi que l'on en pense, quoi que l'on en dise, nous avons progressé ensemble et uniquement pour le bien commun. Les critiques seront certainement justifiées :

- Cela s'est fait de façon précipitée. Oui, mais sans précipitation nous ne serions jamais devenus Métropole. Il fallait dans un environnement territorial nouveau, devenir une Métropole d'équilibre.

- Les habitants n'ont pas été assez informés. Chacun a eu la possibilité de travailler, s'informer soi-même et d'organiser l'information dans sa commune.

- Les textes proposés, comme le pacte de gouvernance, ne sont pas aboutis. Il faudra continuer à y travailler, à l'améliorer.

- Fallait-il que l'opposition, et je pèse mes mots, participe à l'exécutif ? Oui, bien sûr, pour sortir de notre ringardise collective. Pour ne pas être un jour, la seule intercommunalité en France, dont l'exécutif exclut complètement l'opposition. Mais aussi parce que, dans le fonctionnement actuel, il faut que les maires soient mieux entendus, aient plus de moyens d'agir.

On ne pouvait plus continuer à demander aux maires de permettre la mise en œuvre des compétences du Grand Nancy tout en niant leur existence. Nous avons convenu, Monsieur le Président, que si le Conseil de Métropole en décide ainsi, la minorité se verrait confier deux présidences de commissions, deux délégations de conseillers communautaires et quatre vice-présidences. Je prends cela comme un peu plus de respect, non pas pour les personnes concernées, mais pour les citoyennes et les citoyens qu'elles représentent, pour les bouts de territoires qu'elles représentent, que l'on appelle communes et pour qui nous avons ambition de faire « Métropole ensemble ».

La chanson dit « Bien sûr, nous eûmes des orages », Monsieur le Président, je suis sûr que nous en aurons d'autres. Mais ce premier Conseil de Métropole devra résonner comme une déclaration d'intention, comme un appel à la raison. Nous devons continuer à progresser ensemble pour la démocratie, mais aussi pour l'efficacité au service de nos concitoyens, pour plus de proximité et moins de lourdeurs technocratiques. Ce n'est pas un hasard si ce premier Conseil de Métropole est réuni le matin, avant même qu'il soit midi. De longs et pénibles travaux nous restent encore à accomplir.